



Corneille Naanga expliquant l'utilisation de la machine à voter

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les machines
à voter font
toujours douter

En dépit des critiques, la Céni défend mordicus le recours à ces outils en surfant notamment sur la réduction du temps de vote et du coût global des élections. Entre-temps, la Corée du Sud où sont fabriquées ces machines a dûment expliqué au fabricant – l'entreprise Miru Systems – les risques potentiels en cas de leur exportation en RDC tout en se réservant de certifier leur fiabilité.

Exporter ces machines au Congo pourrait donner au gouvernement congolais un prétexte pour obtenir des résultats indésirables liés aux élections, notamment un retard additionnel à (leur) tenue, se convaincre le gouvernement coréen. À la Céni, on se veut imperturbable face à ce qui est considéré comme un chantage.

Page 2

JOURNÉE DES INTELLIGENCES NUMÉRIQUES

Des applications
créées pour un
meilleur quotidien
aux Kinois

La présentation des innovations récentes de neuf start-up kinoises était le point d'orgue de la rencontre du 29 mars dans la salle de lecture du Centre de documentation de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche à Kinshasa. L'assistance composite a suivi avec grand intérêt cette grand-messe qui s'est étendue sur les nouvelles applications visant à améliorer le vécu kinois, notamment au niveau de l'éducation, la santé et l'information.

Les innovations présentées, pour la plupart, cadreraient particulièrement avec les besoins quotidiens de la population kinoise. L'éducation, la santé, les besoins en information sont au centre des nouvelles applications déjà mises à disposition.

Page 5

VIE DES PARTIS

Une plate-forme électorale
en gestation autour de Bruno Tshibala

À l'instar d'autres partis politiques qui font chorus sur ce qu'ils considèrent d'ores et déjà comme un idéal commun, l'Alliance de 13 partis politiques (A13) entend maximiser ses chances pour prétendre avoir droit de cité dans la nouvelle donne politique qui découlera des élections de décembre. L'on annonce la sortie officielle imminente de ce regroupement politique bâti autour de l'UDPS/Tshibala dont l'objectif est d'affronter le seuil fixé dans la loi électorale.

En attendant, la guerre autour du label de l'UDPS ne fait que se corser bien que les trois tendances de ce parti politique aient été prises en compte sur la liste des partis politiques opérant en RDC déposée récemment à la Céni.

Page 3



Bruno Tshibala



Dr Denis Mukwege entouré par deux de ses patientes

DR DENIS MUKWEGE

« Nous sommes dirigés
par des gens qui ne nous
aiment pas »

« Nous sommes dirigés par des gens qui ne nous aiment pas », s'est emporté, le week-end dernier, le célèbre gynécologue congolais qui soigne les femmes violées dans l'est de la République démocratique du Congo, en dénonçant le refus de Kinshasa de participer à une conférence des donateurs initiée par l'Union euro-

péenne et l'ONU, le 13 avril, à Genève pour lever 1,7 milliard de dollars en faveur de l'action humanitaire en RDC.

Kinshasa a refusé d'y participer, estimant que le niveau de la crise humanitaire en RDC n'est pas aussi « excessif » que le prétend l'ONU, qui a classé le pays parmi ses urgences absolues.

Page 3

ÉDITORIAL

Soutien

Alors que les autorités congolaises mettent au point avec les représentants du Fonds monétaire international l'accord qui permettra au Congo de rendre sa dette intérieure et extérieure « soutenable », il n'est ni inutile ni déplacé de rappeler que le montant trop élevé de ce double endettement est dû à la combinaison de trois facteurs : d'abord l'effondrement aussi brutal qu'imprévisible des cours du pétrole sur les marchés mondiaux, ensuite la dérive des finances publiques due à la mauvaise gouvernance dans divers secteurs de l'économie nationale, enfin le poids des multiples actions menées par notre pays dans le but d'aider les peuples qui l'entourent à résoudre les problèmes auxquels ceux-ci se trouvent confrontés.

S'il est, en effet, un pays qui, en Afrique, donne le plus de lui-même pour prévenir et gérer les crises qui peuvent à tout instant provoquer des drames humains, c'est bien le nôtre. Convaincu à juste titre que les pays en paix doivent aider les pays menacés à trouver une issue aux crises qui les dévastent, le Congo figure en bonne place et depuis des années dans le petit groupe des Etats qui agissent concrètement dans ce but. Et cet engagement, bien évidemment, a un coût qui n'est pas négligeable comme on l'a vu en Centrafrique et en Libye.

Rien n'oblige, bien sûr, les institutions financières internationales à prendre en compte ces charges dans le calcul de la dette nationale, mais il nous semble que le bon sens, la simple logique, devrait les y conduire. De la même façon, d'ailleurs, ces mêmes institutions pourraient utilement tenir compte, dans leurs analyses, de l'engagement que les pays prennent en faveur de la protection de la nature qui est, de façon évidente, le grand enjeu de ce siècle. Elles provoqueraient, ce faisant, un choc qui contribuerait sans doute de façon décisive à sauver la planète du désastre écologique qui la menace aujourd'hui.

Dans le même temps où les autorités congolaises mettent de l'ordre dans la gouvernance interne du Congo et s'engagent fortement pour aplanir les dettes publiques qui gangrènent son économie, la communauté internationale devrait, nous semble-t-il, marquer avec force l'attention qu'elle porte aux nations comme la nôtre qui luttent pour préserver la paix et la nature. Elle enverrait un signal fort à la communauté humaine dans son ensemble qui serait à coup sûr perçu, entendu et qui aurait des conséquences très positives.

Les Dépêches de Brazzaville

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les machines à voter font toujours douter

En dépit des critiques, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) défend mordicus le recours aux outils qu'il a fait venir en surfont notamment sur la réduction du temps de vote et du coût global des élections.



Corneille Naanga expliquant le fonctionnement de la machine à voter

On n'est pas encore sorti de l'auberge concernant la controverse suscitée autour du recours par la Céni à la machine à voter. Des voix ne cessent de s'élever tant dans l'opinion que dans la classe politique, du moins parmi les opposants, pour remettre en cause la fiabilité de ces machines. La dernière mise en garde du gouvernement de la Corée du Sud où sont fabriqués ces outils est venue quelque peu recadrer un débat passionné où les uns et les autres sont restés cabrés sur leurs positions. En fait, Séoul a dûment expliqué au fabricant - l'entreprise Miru Systems - les risques potentiels en cas d'exportation de ces machines. Exporter ces machines au Congo pourrait, de l'avis des autorités sud-coréennes, « donner au gouvernement congolais un prétexte pour [obtenir] des résultats indé-

sirables liés aux élections, notamment [un] retard additionnel [à leur] tenue ».

Cette mise en garde est dorénavant perçue comme une façon pour le gouvernement sud-coréen de chercher, d'ores et déjà, à se dédouaner en cas de pépins éventuels liés à l'utilisation de ces machines qui, selon lui,

n'offrent pas suffisamment de garanties en matière de fiabilité et d'efficacité. Comme si cela ne suffisait pas, l'ambassade de Corée du Sud s'est fait fort de se désolidariser du fabricant tout en prévenant sur les risques éventuels de « retard additionnel » à la tenue des élections. Tout ceci se situe dans une dynamique oppositionnelle enclenchée depuis décembre 2017 par l'Association mondiale des organes de gestion des élections (A-WEB), une organisation sud-coréenne qui fournissait un soutien technique à la Céni. Cette structure avait décidé de rompre ses liens avec le Congo suivant la position du gouvernement coréen. En somme, l'on est dans une posture de négation de la Corée du Sud face à l'utilisation par la Céni des machines à voter dont les

premières sont arrivées en janvier en République démocratique du Congo. D'autres commandes du genre. Il en faudra au total 105 000 machines pour 90 000 bureaux et 46 millions de votants, dont certains n'ont jamais vu un ordinateur de leur vie.

À la Céni, on se veut serein et imperturbable face à ce qui est considéré là-bas comme une attaque planifiée. Faisant fi des chants de sirène, Corneille Naanga et ses hommes s'apprêtent, d'ailleurs, à lancer sous peu la campagne de sensibilisation sur le territoire national destinée à expliquer au commun des Congolais le fonctionnement de ces outils. C'est dire qu'à la Céni, l'obstination à recourir à la machine à voter n'a jamais faibli. Bien au contraire, les responsables de cette institution d'appui à la démocratie sont plus que convaincus que ces « machines à voter » vont permettre de réduire le temps de vote et la période d'attente de l'annonce des résultats, la fraude électorale sinon sa suppression, ainsi que le coût global des élections. « La Céni est en affaire avec une firme coréenne, pas le gouvernement coréen. Je sais qu'il y aura d'autres attaques de ce genre, mais cela ne nous ébranlera pas dans notre détermination à tenir des élections telles que voulues par le peuple congolais et non en suivant le diktat des étrangers », a déclaré Corneille Naanga, cité par l'AFP. En tout état de cause, d'aucuns dans l'opposition considèrent ces machines à voter comme une astuce visant à tripatouiller les résultats. Bien plus, ils avancent également l'opacité ayant entouré le contrat conclu de gré à gré, sans appel d'offres entre la Céni et la firme Miru Systems. Dossier à suivre.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé / Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SONDAGES BERCI

Victoire des opposants face aux pro-Kabila

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) affirme avoir enregistré plus de 45 millions d'électeurs pour une population totale estimée entre 70 et 90 millions.

L'opposition remporterait l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) face au camp du président sortant, Joseph Kabila, si elle avait lieu ces jours-ci, d'après des sondages présentés, vendredi dernier, par des experts étrangers à neuf mois de l'échéance électorale du 23 décembre. Le Bureau d'études, de recherches et de consulting international (Berci, tenu par des proches du porte-parole de l'opposant Moïse Katumbi) et le Groupe d'experts du Congo de l'université de New York ont « conduit une série de sondages d'opinion politique représentatifs à l'échelle nationale à travers la RDC en février 2017, août 2017, novembre 2017 et janvier-février 2018 », affirment-ils dans le compte-rendu intégral de leurs études parvenues à l'AFP. Pour chaque étude, ils affirment avoir interrogé par téléphone plus de mille personnes de plus de 18 ans dans les vingt-six provinces du pays (sauf celle du Tshuapa en janvier-février), indique la fiche méthodologique. Les auteurs revendiquent une marge d'erreur de plus ou moins 3%.



Identification d'un électeur dans un bureau de vote

Au total, 66% des Congolais voteraient pour des candidats d'opposition à l'élection présidentielle si elle avait lieu le 1er avril. « Par contraste, seuls 6% voteraient pour Kabila (ndr: qui n'a pas le droit de se représenter) et 17% pour un candidat issu de l'actuelle coalition au pouvoir ». De la même façon, 80% des sondés congolais déclarent avoir une mauvaise opinion du président Kabila. Les deux opposants en tête sont l'ex-gouverneur Moïse Katumbi (24%), en exil

à Bruxelles, et Félix Tshisekedi (13%), qui a été désigné le week-end dernier président - et candidat - du parti historique d'opposition UDPS. Les sondeurs ont curieusement proposé au choix des électeurs l'opposant Jean-Pierre Bemba (10%), alors que l'ex-chef de milice purge, à La Haye, une peine de prison après sa condamnation par la Cour pénale internationale. Conclusion des sondeurs dans le cadre d'une élection présidentielle à un tour: « Il est clair que le défi central de

l'opposition, si les élections ont vraiment lieu en 2018, sera de surmonter les différences internes et les égo ».

Il apparaît que les Congolais plébiscitent les élections qui doivent préparer le départ du président Kabila, hors mandat constitutionnel depuis le 20 décembre 2016. « En février 2018, 97% des personnes interrogées ont déclaré s'être fait recensées pour le vote, ce qui correspond aux chiffres fournis par la Céni », écrivent les auteurs. La Céni affirme avoir enregistré plus de quarante-cinq millions d'électeurs pour une population totale estimée entre soixante-dix et quatre-vingt-dix millions. Au total 95% des personnes interrogées font part de leur intention de se rendre aux urnes pour les prochaines élections. Et pourtant, 69% de la population ne font pas confiance à la commission électorale en février 2018 - une chute de 26% par rapport à mi-2016.

De même, 72% de la population a une opinion négative de Corneille Nangaa, le président de la Céni, en février 2018, contre 57% en novembre. À 68% enfin, les personnes interrogées soutiennent les marches des catholiques organisées le 31 décembre et le 21 janvier pour demander au président Kabila de vraiment s'engager à quitter le pouvoir.

AFP

ENJEUX POLITIQUES

Une plate-forme électorale en gestation autour de Bruno Tshibala

Dans les milieux proches du Premier ministre, l'on annonce la sortie officielle imminente d'un regroupement politique en sa faveur dont l'objectif est d'affronter le seuil retenu dans la loi électorale.

Les Congolais sont appelés à se familiariser avec un nouveau sigle dans leur environnement politique, à savoir A 13 (Alliance de treize partis), une nouvelle plate-forme électorale bâtie autour de la personne de Bruno Tshibala. C'est Roger Lumbala, président du RCD/N et proche de l'actuel Premier ministre qui a donné l'information, le 4 avril à Kinshasa, à l'occasion d'un point de presse. Cette structure vient ainsi élargir le cercle des regroupements politiques à la veille de la convocation du corps électoral.

Composé de treize partis politiques alliés cristallisés autour de l'UDPS/Tshibala qui passe pour le parti phare de la plate-forme, l'objectif visé est d'affronter le seuil retenu dans la loi électorale. À l'instar d'autres partis qui font chorus sur ce qu'ils considèrent d'ores et déjà comme un idéal commun, A13 entend maximiser ses chances pour prétendre avoir droit de cité dans la nouvelle donne politique qui découlera forcément des élections de décembre. D'après Roger Lumbala, Bruno Tshibala procédera incessamment au lancement qui se veut événementiel de cette plate-forme.



Roger Lumbala lors du point de presse

En attendant, la guerre autour du label de l'UDPS ne fait que se corser. Bien que les trois tendances de ce parti aient été prises en compte sur la liste des formations politiques opérant en RDC déposée récemment à la Céni, la bataille juridique, elle, ne faiblit pas entre l'UDPS/Tshibala et l'UDPS/Limete. Alors que le dossier judiciaire relatif à la plainte du président délégué de l'UDPS/Tshibala contre le secrétaire général de l'UDPS/Limete, Jean Marc Kabund, est encore pendant, c'est au tour de ce dernier d'ester en justice contre son accusateur. Dans sa requête, Kabund ac-

Alain Diasso

Dr Denis Mukwege: « Nous sommes dirigés par des gens qui ne nous aiment pas »

Le célèbre gynécologue congolais qui soigne les femmes violées dans l'est de la République démocratique du Congo s'est emporté, le week-end dernier, en dénonçant le refus de Kinshasa de participer à une conférence des donateurs.

« Quand on voit l'état des malades que nous soignons ici, et que le gouvernement congolais refuse de participer à une conférence pour lever des fonds en faveur des déplacés en RDC, je considère que c'est un nouveau scandale », a déclaré le Dr Denis Mukwege à la presse, dans son hôpital Panzi de Bukavu (est) où il a reçu le commissaire européen à l'Aide humanitaire, Christos Stylianides. Une conférence sous l'égide de l'Union européenne et de l'ONU est annoncée le 13 avril, à Genève, pour lever 1,7 milliard de dollars en faveur de l'action humanitaire en RDC. Kinshasa a refusé d'y participer, estimant que le niveau de la crise humanitaire dans le pays n'est pas aussi « excessif » que le prétend l'ONU, qui a classé la RDC parmi ses urgences absolues, a déclaré, le 30 mars, le Premier ministre par interim, José Makila.

« Quand on sait que nos frères du Kasai ont tout perdu, et qu'une famine est annoncée, avec des dizaines de milliers d'enfants qui vont mourir de faim s'il n'y a pas d'aide humanitaire; quand on voit tous les villages détruits en Ituri (...) sans soutien du



Docteur Mukwege

gouvernement congolais; si le gouvernement congolais en plus de cela refuse à la communauté internationale de lever des fonds pour aider sa population, c'est tout à fait criminel », s'est emporté le Dr Mukwege, l'une des voix de la société civile congolaise. Son hôpital à Bukavu peut recevoir jusqu'à quatre cent cinquante patientes, dont deux cents femmes victimes de viols perpétrés par les miliciens actifs dans les deux provinces du Kivu. « En 2015, on avait observé une diminution sensible des violences sexuelles. Malheureusement, depuis fin 2016-2017, il y a une augmentation. Le profil des victimes a changé. Le pourcentage d'enfants violés a augmenté et cela nous inquiète beaucoup », a-t-il dit.

AFP

JOURNÉE DES INTELLIGENCES NUMÉRIQUES

Des applications créées pour un meilleur quotidien aux Kinois

La présentation des innovations récentes de neuf startup kinoises était le point d'orgue de la rencontre du 29 mars, dans la salle de lecture du Centre de documentation de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche à Kinshasa (Cedesurk).

Une assistance composite a suivi avec grand intérêt la grand-messe qui s'est étendue sur les nouvelles applications visant à améliorer le vécu kinois, notamment au niveau de l'éducation, la santé et l'information. Les innovations présentées, pour la plupart, cadraient particulièrement avec les besoins quotidiens de la population. L'éducation, la santé, les besoins en information sont au centre des nouvelles applications déjà mises à disposition. Ainsi, en phase expérimentale, avosucces.com d'Aimé Kamuha, la bibliothèque du livre et manuel scolaires numériques, a retenu l'attention de la salle. Se sont également trouvés inscrits dans le volet éducation Lumumba Lab et Lisungi FabLab au travers de formations offertes aux jeunes de diverses conditions sociales.

La start-up STB, avec ses applications Bomba (sauvegarder), a tout autant suscité l'intérêt avec précisément appel data dédié aux consultations médicales gratuites et la possibilité offerte de travail même hors connexion contournant de la sorte le problème lié aux coupures intempestives d'électricité. Les opportunités d'achat en ligne de Dondwanet ne sont pas passées inaperçues, à l'instar des offres du meilleur.cd de Toto Madradu, un comparateur de prix qui a fait ses preuves. L'agence de communication multimedias consulting center, avec sa panoplie d'offres allant de l'annuaire encyclopédique kinois au webtv au répertoire des églises et confessions religieuses sites, a mis en avant des atouts indéniables.

Patient Ligodi a, pour sa part, de manière succincte, évoqué l'entrée prochaine du site à vocation économique deskeco.com dans cet univers foisonnant de l'info en ligne. L'expertise avérée de Pharel Mayimbi en cyber sécurité, au travers de First tech, a fait grand effet dans la salle instruite de manière significative sur la matière. Les technologies numériques ont prouvé leur importance dans leur vocation à répondre aux besoins des Kinois. Trois interventions dont celle de Pierre Kanika, expert de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anapi), du

Pr Kodjo Ndukuma et d'Emmanuel Musuyi Mukadi avaient précédé celles des innovateurs. Cette entrée en matière s'est révélée fort instructive. Lançant la Journée des intelligences numériques, le directeur de planification et stratégies de l'Anapi s'est focalisé sur le rôle dévolu à son institution, évoquant, en outre, les opportunités d'investissement que présente la RDC quant au développement des NTIC dans les différents domaines de la société, en particulier dans l'enseignement. En sa qualité de spécialiste en droit du cyberspace, le Pr Kodjo Ndukuma a éclairé l'assistance sur les évolutions du monde et les changements que la révolution de l'intelligence artificielle y a apportés. Quitte à rappeler qu'aujourd'hui, à l'ère de l'information, elle passe pour une valeur marchande finale de la société au travers de l'économie numérique, l'économie de l'information, le commerce électronique, la sécurité numérique, etc., sont choses communes. Et de souligner aussi que toutes les start-up naissantes doivent être encadrées. L'État a, sur ce point, a-t-il dit, l'obligation de créer un cadre législatif qui les régle et soit propice aux investissements. Il a épinglé aussi le fait que le numérique marche nécessairement avec l'électricité. Et donc, s'il faut mettre au pas l'arrière-pays qui n'en dispose pas, il faut penser à des contenus qui répondent aux besoins de développement de la société à qui elle est proposée.

Le président de l'observatoire des technologies de l'information et de la cybercriminalité, Emmanuel Musuyi, avait, de manière systématique, évoqué les corollaires de la révolution numérique. Soulignant que l'internet est la troisième révolution industrielle, il a parlé de son historique en RDC avec notamment la première connexion à haut débit réalisée en 1996. De fil en aiguille, il en a énoncé les corollaires, épinglant la cybercriminalité. De fait, le Pr Kodjo a recommandé aux jeunes entrepreneurs de protéger leurs idées et inventions par le moyen de dépôt légal ou de brevet. Non exploitées, elles peuvent sembler ne pas représenter grand-chose sur le moment et se révéler fructueuses pour valoir des millions demain.

Lutter contre la cybercriminalité

Emmanuel Musuyi Mukadi de l'Observatoire congolais de la cybercriminalité a indiqué qu'à leur niveau, il sera mis au point une plate-forme qui permette aux gens de soumettre leurs plaintes. Car, a-t-il dit, eu



Emmanuel Musuyi (au micro), le P. Kodjo Ndukuma et Pierre Kanika (Photo Adiac)

égard au principe juridique de qualification du crime « Nullum crimen, nulla poena sine lege » (pas d'infraction, pas de crime), l'on ne peut ester quelqu'un en justice. Ainsi, l'Observatoire va s'engager à passer à des actions plus ou moins permanentes pour arriver à conscientiser et systématiser la lutte par la collecte de données. Il faut une sensibilisation auprès des éventuelles victimes, c'est l'un de nos projets à court et moyen terme.

La RDC compte treize millions d'internautes, la démographie actuelle s'élevant à hauteur de cent millions d'individus, l'on est sur une proportion d'un dixième de la population qui utilise internet quasiment tous les jours, nonobstant la couverture partielle du pays. Assimilant la cybercriminalité au sida, Emmanuel Musuyi a prôné la sensibilisation quitte à emmener les Congolais, tout comme dans le cas de la pandémie, à adopter de nouveaux comportements. Ce qui équivaudrait à ne pas mettre son nom sur son identifiant, son numéro de téléphone, son adresse sur son profil Facebook, attitude jugée imprudente, une imprudence à ne pas commettre. Cela passe par des informations scientifiques au travers de cours massifs gratuits en ligne, moocs, pour sensibiliser les concitoyens à ne pas être victimes de la cybercriminalité. Ce, en adoptant les meilleures pratiques possibles même si cela paraît illusoire de ne pas l'être. Sensibiliser

pour que le cyberspace soit plus sûr, c'est cela le plaidoyer, a-t-il signifié.

En définitive, les orateurs du jour se sont réjouis des récentes innovations dont l'enjeu actuel reviendrait à crédibiliser les technologies numériques en les rendant utiles et indispensables dans le quotidien des Kinois. Les jeunes entrepreneurs sont tenus de mettre à leur disposition des contenus qui rencontrent les besoins primaires ou tout le moins primordiaux comme s'alimenter, se soigner, s'informer, se vêtir, s'éduquer. Ainsi pourra-t-on espérer qu'elles aient un réel impact sur la vie des concitoyens (l'application dédiée à la consultation gratuite vient à point nommé ici pour enrayer la pratique de l'automédication à la base du taux élevé de mortalité) et influencer sur le produit intérieur brut et la création des richesses nationales. Organisée dans le cadre du mois de la Francophonie, la Journée des intelligences numériques s'est tenue dans une salle comble en présence du délégué général à la Francophonie et la représentante personnelle du chef de l'État à l'Organisation internationale de la Francophonie. Partenaires principaux de l'événement, Wallonie-Bruxelles international, l'Agence universitaire francophone et la Maison des savoirs ont réussi à créer l'engouement nécessaire au Cedesurk comme l'a signifié son directeur général, le Pr Lututala.

Nioni Masela

CROISSANCE

Une étude mondiale évoque les conditions de toute reprise économique

Un très grand nombre d'acteurs régionaux et internationaux sont convaincus de l'urgence de doter l'Afrique subsaharienne d'une politique plus ambitieuse en matière d'infrastructures de base.

La Société financière internationale (SFI), une agence spécialisée de la Banque mondiale (BM) qui travaille essentiellement avec le secteur privé, estime que l'Afrique subsaharienne peut doper sa croissance économique de près de trois points par an, si elle arrive à combler progressivement ses énormes besoins dans ce domaine. Un secteur comme l'énergie, par exemple, représente une véritable priorité pour l'Afrique, en général, et la RDC, en particulier. C'est la condition pour redémarrer ou démarrer une activité industrielle intensive. Fin mars, en effet, la SFI a jeté un pavé dans la mare avec ce chiffre

: l'Afrique peut gagner jusqu'à 2,6 points de croissance par an en comblant son déficit infrastructurel. Un chiffre repris dans sa dernière étude intitulée « Construire l'avenir de l'Afrique ». Le caractère incontournable des infrastructures est réaffirmé dans le document, mais l'agence de la BM va plus loin en posant le secteur infrastructurel comme le moyen par excellence de déverrouiller le potentiel de croissance sur le continent. Pour les auteurs de l'étude, la croissance du PIB par habitant devrait également connaître une augmentation de l'ordre de 1,5 point par an si les Africains recentrent leur attention sur les infrastructures. Il s'agit de rattraper un écart qui s'est creusé au fil des années avec la moyenne mondiale en termes de quantité et de qualité des infrastructures. En réduisant ainsi cet écart, l'Afrique peut rattraper rapidement les pays les plus performants d'autres

sous-régions du monde. L'électricité, un secteur stratégique Pour la SFI, les décideurs africains doivent comprendre que le meilleur gain de croissance pourrait provenir d'un secteur stratégique pour toute l'Afrique : l'électricité. Les experts y intègrent également sans surprise l'extension du réseau routier mais en seconde position. En insistant sur le premier gain, ils expliquent que l'Afrique doit arriver à renforcer ses capacités dans la production de l'électricité. La question énergétique reste au centre des débats partout au sein du continent, y compris en RDC. En effet, on ne compte plus le nombre d'ateliers et de conférences sur l'énergie. On le sait, la RDC veut s'engager résolument dans la voie de l'identification des orientations plus efficaces dans la définition de sa politique énergétique qui reste très embryonnaire au regard des potentialités inexploitées. Certaines études plutôt

pessimistes parlent de moins de 3 % de potentiel énergétique exploité. D'où la nécessité pour le pays de se montrer plus visionnaire dans sa stratégie future. L'on parle, par exemple, de l'amélioration de l'accès des Congolais à l'électricité et surtout de la distribution du courant électrique dans les secteurs capables de booster le développement économique du pays. De même, il est important de poursuivre les réformes importantes afin de faire du pays réellement une puissance énergétique dans la région. Ce sont là les trois pistes de solution durables qui se présentent comme incontournables en RDC.

Promouvoir le marché des

partenariats publics privés

La meilleure façon de mobiliser le financement national et international indispensable à la réalisation de ce vaste chantier énergétique en Afrique, selon la SFI, est de

promouvoir le marché des partenariats publics privés (PPP) dans le domaine des infrastructures. Sur ce point précis, l'Afrique centrale doit fournir un grand effort. En effet, quatre pays, en l'occurrence l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l'Ouganda ont réussi à accaparer 48 % des 355 projets d'infrastructures réalisés dans le cadre des PPP au cours des vingt-cinq dernières années, précise la SFI. Il se trouve que les projets en question se sont concentrés dans le secteur de l'énergie (78 %) et les transports (22 %). Pour arriver à renverser la vapeur, il est important, poursuit la SFI, que les pays de la région mettent en place un cadre institutionnel et réglementaire favorable aux PPP. Il faut signaler que la RDC est l'un des premiers pays africains à se doter très prochainement d'une législation spécifique aux PPP.

Laurent Essolomwa

VIE ET MOEURS

Où sont passés les adeptes de Bundu Dia Kongo ?

Évadé de la prison centrale de Makala en mai 2017 et introuvable depuis lors, le député Zacharie Badiengila, alias Ne Muanda Nsemi, continue de diriger ses partisans loin de ses bases et à défier le pouvoir kabiliste.

L'arrestation, le 3 mars 2017, de Ne Mwanda Nsemi, chef spirituel de Bundu Dia Kongo (BDK), dans sa résidence située dans la périphérie ouest de Kinshasa (commune de Ngaliema), n'avait pas réussi à déstabiliser son mouvement politico-religieux. Le gourou fut cueilli avec son épouse après un long siège de la police devant sa parcelle où il s'était retranché avec plusieurs de ses partisans pris en otages comme boucliers humains. Il fut transféré, le lendemain, au Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa alors qu'il bénéficiait d'une immunité parlementaire. Ceux qui avaient cru que son arrestation allait sonner le glas de BDK ont dû déchanter à la suite de son évasion spectaculaire dans la foulée de l'attaque menée contre



Clarisse Muzozona-Mosi

l'ex-prison centrale de Makala, dans la nuit du 16 au 17 mai 2017. Le lendemain, un de ses proches, en la personne de Romain Nkazi, a vite fait de revendiquer cette attaque et celle de la prison de Kasangulu, perpétrées par la milice de BDK dont on dit être investie d'un pouvoir mystique. Après cet assaut qui permit à Ne Muanda Nsemi ainsi qu'à des dizaines d'autres détenus parmi ses

soutiens de se libérer, l'alerte fut alors lancée par la police avec le signalement des prisonniers évadés. Un recensement fut même lancé pour identifier les fugitifs et principalement les membres de BDK dorénavant placés dans le collimateur des services de sécurité.

C'est ainsi que le pré-carré de Ne Mwanda Nsemi, constitué de ses proches collaborateurs, était particulièrement

dans le viseur des éléments de la police. La jeune Clarisse Muzozona-Mosi, chargée de la mobilisation au sein du directoire de BDK, fait encore aujourd'hui l'objet de poursuites intenses qui l'ont obligée, autant que d'autres membres de la secte, à basculer dans la clandestinité. Des recherches pour retrouver les traces de ces inconditionnels de BDK se sont intensifiées durant de longs mois et demeurent encore d'actualité au regard de leur implication dans la série de troubles ayant émaillé le Kongo central et Kinshasa au nom d'une certaine « libération ».

Cependant, après son escapade de l'ex-prison de Makala, personne ne sait avec précision où se terre le chef spirituel et ses principaux collaborateurs. Plus de dix mois après son évasion spectaculaire, il s'est comme volatilisé. Où se terre-t-il ? Dans la capitale, disent certains, dans la région du Pool au Congo-Brazzaville, affirment d'autres sources. Où qu'il soit, ce qui est sûr est que Ne Mwanda Nsemi continue de

hanter les esprits et constitue, encore et toujours, un sérieux problème de sécurité pour les autorités. Ses vidéos régulièrement postées sur les réseaux sociaux lui permettent de continuer à exister et à mobiliser. Le 7 août 2017, dans l'une d'elle diffusée sur YouTube, il a menacé de sévir à nouveau contre le pouvoir de Kinshasa. Et depuis lors, le fugitif est resté invisible, alimentant les rumeurs tout en laissant planer la menace d'un nouveau foyer de violence en RDC. Personne ne sait avec exactitude ce qu'il est devenu. Personne non plus ne l'a plus revu en vie.

Adulé dans le Kongo central, Ne Muanda Nsemi est à la tête d'une véritable armée des fidèles que l'on dit pratiquer de la « magie ». Il promet notamment à ses ouailles la résurrection du royaume Kongo tel qu'il s'étendait au XV^e siècle, de la RDC au Gabon en passant par l'Angola et le Congo-Brazzaville tout en prônant la restauration de la spiritualité préchrétienne.

Alain Diasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CENTRAFRIQUE

Un pays toujours sous la coupe des bandes armées

En dépit de tentatives de médiations pour pacifier le pays, près de 80 % du territoire reste sous le contrôle des milices qui s'affrontent alors que l'autorité étatique ne dépasse guère les faubourgs de Bangui, la capitale.

Les derniers affrontements en date sont ceux qui ont opposé les milices anti-baka aux soldats de l'ONU, le 3 avril, sur une base temporaire de la Minusca dans le sud. Un Casque bleu y a trouvé la mort et une vingtaine d'agresseurs appartenant à ces milices d'autodéfense.

« Ces milices ont pris pour cible une base temporaire de Casques bleus à Tagbara, près de la ville de Bambari dans le sud », a indiqué le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, évoquant « plusieurs heures d'échanges de tirs ». « Les Casques bleus ont riposté, et après plusieurs heures d'échanges de tirs, l'un d'eux a été tué et onze autres ont été blessés », a-t-il précisé. Ces attaques ont conduit la Minusca d'envoyer des renforts à Tagbara, située à 60 kilomètres au nord-est de Bambari.

Le Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'ONU ont, dans des communiqués différents, condamné les attaques contre les Casques bleus et des civils. « Les membres du Conseil de sécurité condamnent dans les termes les plus forts toutes les attaques, provocations et incitations à la violence contre la Minusca par des groupes armés et autres individus », indique un communiqué de la plus haute instance de l'ONU. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé les autorités de la République centrafricaine à « enquêter sur ces attaques et à traduire en justice rapidement leurs auteurs ».

L'ONU a, par ailleurs, indiqué que des éléments de la base temporaire de la Force de la Minusca à Tagbara, avaient été informés que l'UPC (l'Union pour la paix en Centrafrique, ex-Seleka) détenait vingt-trois personnes dont treize femmes, sept hommes et trois enfants. « Ces personnes ont été récupérées par des Casques bleus avant d'être hébergées sur leur base, afin de garantir leur sécurité (...). Rien ne pourrait justifier de tels actes, qui peuvent être considérés comme des crimes de guerre », ont souligné les Nations unies dans leur communiqué. « Une enquête sera diligentée afin de ne laisser aucune place à l'impunité », a-t-on ajouté de même source.

Depuis le renversement du président François Bozizé, en 2013, par l'ex-rébellion de la Séléka, la Centrafrique est embourbée dans un conflit meurtrier, notamment suite à une contre-offensive des milices antibalaka, entraînant les 4,5 millions d'habitants dans une spirale de violences. L'intervention de la France (2013-2016) et de la Mission des Nations unies (quelque 12 500 hommes depuis 2014) ont permis, début 2016 l'élection, d'un nouveau président, Faustin-Archange Touadéra.

Nestor N'Gampoula

Premier rapatriement volontaire de réfugiés installés au Congo

Des acclamations et des hourras accueillent les camions du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui arrivent au camp de réfugiés de Bétou, dans le département de la Likouala, dans le nord du Congo-Brazzaville.

En cette fin mars, l'ONU est en mission pour rapatrier un premier groupe de cent Centrafricains, sur les six mille qui résident dans le camp, pour la première fois depuis le début du conflit en Centrafrique, en 2013. Certains rient et dansent, d'autres versent des larmes: ils vont rentrer dans une des rares régions pacifiées de leur pays. Ailleurs, les violences y sont quotidiennes et les civils sont régulièrement pris pour cibles par les groupes armés.

« Un jour, un obus est tombé près de ma maison, et a tué deux de mes voisins. Ça m'a poussé à quitter la Lobaye (sud-ouest de la Centrafrique) pour Bétou, avec mes trois enfants », raconte Tatiana, devant sa maison vidée. Elle a rassemblé toutes ses affaires devant le camion porte-conteneurs du HCR qui transportera les maigres biens des réfugiés jusqu'au centre de transit de Mongoumba, en terre centrafricaine. Pour elle, ce rapatriement est synonyme de retour à la maison : « Je suis contente de rentrer. Ici, il y a peu de soutien, alors qu'en Centrafrique, c'est chez moi, je peux avoir mon champ ». Dans les semaines qui viennent, le HCR prévoit de faire revenir six cents Centrafricains réfugiés en Répu-

blique du Congo et qui ont manifesté le désir de rentrer chez eux, depuis la région de la Likouala ou de Brazzaville. « On va assurer leur transport avec le HCR de Centrafrique », explique Jean-Claude Kourouma, chef du bureau HCR de Bétou. « Chaque membre de la famille, qu'il soit enfant ou adulte, recevra un certain montant qui va permettre d'assurer la réinsertion », assure-t-il.

C'est le premier rapatriement d'importance de Centrafricains réfugiés au Congo, où plus de trente deux mille d'entre eux ont dû fuir à partir de 2013, quand la Séléka, une coalition armée promusulmane venue du nord de la Centrafrique, a marché sur Bangui et renversé le président François Bozizé. « L'homme se sent mieux chez lui », philosophe Sébastien Sangba, ancien président des réfugiés centrafricains de Bétou. Chez ces premiers rapatriés, le désir de retour domine, malgré l'assistance multiforme fournie par le HCR au Congo, notamment dans la région de la Likouala. Le HCR y distribue des kits d'éducation, paye une partie du salaire de soixante professeurs, a financé la construction d'un centre de santé...

« Il n'y a pas la paix »

D'autres réfugiés, venus dire au revoir à leurs compatriotes, expriment encore des craintes à l'idée de retourner chez eux. « La communauté musulmane est prête à rentrer mais c'est difficile car il n'y a pas la paix », indique Abdoulaye Mamadou Ko-

nate. Cet ancien imam du PK5, le quartier musulman de Bangui souvent au centre de tensions, a dû fuir en 2014, quand les maisons de ses proches ont été saccagées. « J'avais reçu des menaces, j'ai toujours peur de rentrer, car mon nom ressemble à celui de Michel Djotodia », l'ex-chef de la Séléka devenu président auto-proclamé de la Centrafrique, explique pour sa part Hubert Endjin Djotojo, en observant ses proches embarquer, samedi matin, dans trois camions du HCR. « Il y a de la tristesse et il y a de la joie », murmure-t-il, alors que le convoi démarre et s'engage sur la piste qui mène à la frontière. La route qui sort de la ville est bordée par une haie d'honneur de réfugiés et d'habitants, venus faire un dernier adieu aux rapatriés. « Je ne sais pas si mon mari est toujours en vie, et si ma maison est en bon état », souffle Tatiana au moment d'embarquer. Passé du côté centrafricain de la frontière, le convoi est accueilli par le ministre de la Sécurité, Henri Wanzet, venu de Bangui pour l'occasion. « Je demande à ceux qui occupent illégalement les terres et les maisons des rapatriés de les libérer », martèle-il.

Les cent Centrafricains n'écoutent guère, fatigués du voyage, un discours qui ne s'adresse pas à eux. Ils dormiront dans un centre de transit à Mongoumba, dans la province de la Lobaye, dans le sud-est de la Centrafrique, avant de poursuivre leur route vers leurs villages.

AFP

TERRORISME

Le Burkina Faso et le Mali s'engagent à renforcer leur coopération face aux menaces

Les deux pays frontaliers en proie aux attaques djihadistes ont réitéré leur volonté, le 3 avril, lors de la visite de travail du Premier ministre malien, Soumeylou Boubeye Maïga, à Ouagadougou.

« Il nous a paru important, au niveau des gouvernements, de renforcer notre coopération bilatérale pour pouvoir faire face à la menace terroriste », a déclaré le Premier ministre burkinabè, Paul Kaba Thièba, en compagnie de son homologue malien, Soumeylou Boubeye Maïga. Il a évoqué la nécessité pour les différents secteurs ministériels de communiquer, échanger des informations, voire d'autres moyens, afin que le Burkina Faso et le Mali puissent coordonner leurs actions pour éradiquer la menace à laquelle ils font tous face. Ces pays sont confrontés depuis plusieurs années à des attaques récurrentes.

« Il est nécessaire que les gouverneurs, les hauts commissaires, les préfets puissent se parler pour que nous puissions avoir des informations utiles, que nous puissions mutualiser nos moyens et faire en sorte que les terroristes, ceux qui veulent semer la mort, le malheur, ne puissent pas avoir ac-

cès à nos territoires respectifs », a ajouté Paul Kaba Thièba.

Le Premier ministre burkinabè a estimé que la riposte contre le terrorisme est d'abord militaire, mais qu'elle doit être aussi « économique et sociale ». « Vu que nos pays sont emboîtés les uns dans les autres (...), nous devons tous faire pour éviter une sorte de contagion d'un pays à l'autre », a-t-il relevé. « Nous avons donc avancé l'idée d'avoir un zone économique spéciale dans le secteur Sikasso (Mali), Bobo-Dioulasso (Burkina) et Korhogo (Côte d'Ivoire) pour que des activités économiques puissent être développées dans cette zone », a-t-il poursuivi. Convaincu que « la réponse au terrorisme est aussi une lutte contre les inégalités et l'injustice », Paul Kaba Thièba a dit qu'il était important que les autorités burkinabè et maliennes apportent, de manière concertée, le mieux-être à leurs populations respectives afin qu'elles puissent « être à l'abri de l'influence du mal ». « Nous devons donc entreprendre des actions transfrontalières pour améliorer les conditions de vie de nos populations, leur accès aux soins et à la scolarisation, pour les soustraire de l'emprise des groupes terroristes », a-t-il conclu.

N.N'G.

BURUNDI

Le président Nkurunziza invite la jeunesse à «participer massivement» au référendum constitutionnel

Le chef de l'Etat a lancé son appel, le 3 avril, pour le scrutin qui aura lieu le 17 mai sur l'ensemble du territoire.

En cas d'adoption du projet de réforme constitutionnelle, le Burundi se doterait d'une nouvelle loi fondamentale qui remplacerait la constitution en vigueur depuis le 18 mars 2015.

L'une des principales innovations concerne l'adhésion au calendrier budgétaire des pays de l'espace régional de la Communauté est-africaine. A ce jour, celle-ci compte six Etats : le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et le Soudan du Sud.

Le président Nkurunziza s'est exprimé depuis le chef-lieu de la province de Gitega (centre du pays et future capitale politique) lors du lancement solennel de la troisième Conférence nationale des jeunes du Burundi, placée sur le thème de la réflexion sur le sens de la patrie et le rôle de la jeunesse dans la construction du Burundi.

Le chef de l'Etat burundais, également chef du gouvernement, a saisi l'occasion pour adresser une « sévère mise en garde » contre quiconque

s'essaierait à des « manipulations politiciennes » à destination de la jeunesse burundaise.

« Nous exhortons nos jeunes à aimer leur patrie et à travailler pour elle, à se refuser énergiquement à

« Je vous encourage à vous rassembler dans des associations de développement pour donner vie à l'adage des anciens selon lequel l'union fait la force, et à répondre nombreux au référendum à venir sur le projet de constitution »

prêter oreille à ceux qui veulent les dérouter et à exploiter au maximum leur potentiel pour affronter les défis au quotidien sans attendre en permanence l'intervention de l'Etat », a-t-il affirmé.

Le président Nkurunziza a, dans le même temps, promis le soutien de son gouvernement aux « initiatives de la jeunesse » qui « émergeront à tra-

vers le pays » dans les aires urbaines tout comme dans les zones rurales.

Par ailleurs, il a appelé les jeunes burundais « à l'unité, à l'amour et à l'entraide mutuelle » dans toutes les actions qu'ils entreprennent sur l'ensemble du territoire national.

« Je vous encourage à vous rassembler dans des associations de développement pour donner vie à l'adage des anciens selon lequel l'union fait la force, et à répondre nombreux au référendum à venir sur le projet de constitution », a-t-il déclaré en substance dans une allocution prononcée en kirundi, la langue nationale.

Le président de la République en a profité pour annoncer que son gouvernement « ne tolérera jamais que quiconque, burundais ou étranger, tente de brimer et de dérouter la jeunesse burundaise, qui est le fondement de notre nation ».

Il a également recommandé aux jeunes burundais de « prendre entièrement leur destin en main » en respectant leurs aînés, sans toutefois « avoir peur de leur faire part de leurs désirs » concernant l'avenir qu'ils souhaitent.

Xinhua

TIC

L'Unesco-Brazzaville ouvre sa bibliothèque numérique

La collection de documents accessibles à distance dispose d'au moins cinq cents livres qui équivalent à plus de soixante-quatre mille cinq cents pages.

Le ruban symbolique a été coupé, le 4 avril, par le sous-directeur général de l'Unesco pour l'Afrique, Firmin Edouard Matoko, qui avait à ses côtés, le directeur régional du bureau de Yaoundé pour l'Afrique centrale, Salah Khaled, la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso et le représentant de l'Unesco en République démocratique du Congo, Abdourahmane Diallo. La bibliothèque numérique de l'Unesco est constituée de plusieurs panels dans cinq secteurs qui sont : l'éducation; la culture; les sciences exactes et naturelles; les sciences sociales et humaines, ainsi que le secteur communication. Il y a également une collection des livres sur l'histoire générale de l'Afrique dans différents volumes allant de 1 à 8, éditée par l'Unesco pour remédier à l'ignorance sur le passé du continent.

Dans son mot de bienvenue, Gervais Ndokekias, secrétaire général adjoint de la Commis-

sion nationale congolaise pour l'Unesco, a déclaré que cette institution onusienne et le Congo vont toujours entretenir de bonnes relations et tout ce dont ce pays a besoin de la part de l'Unesco est une réussite.

Expliquant ce projet, le technicien, Alain Ndalla, a dit que rendre accessibles les capacités de l'analyse simple de contenu, Bureauflex archivage permet d'absorber des volumes croissants de contenu structuré et non structuré. Plusieurs techniques innovantes sont utilisées pour constituer une solution complète et efficace d'analyse de contenus par: des capacités d'analyse sémantique pour trier, filtrer et catégoriser le contenu, afin d'extraire les informations significatives (métadonnées en temps réel); des possibilités d'exploration, de recherche et d'indexation automatique pour identifier et marquer le contenu significatif dans une large variété de sources d'informations non structurées (thésaurus).



Le sous-directeur général de l'Unesco pour l'Afrique, Firmin Edouard Matoko, et la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso (Adiac)

« Le choix de notre logiciel dans le projet Unesco-Fonds-en-dépôt chinois est un acte de promotion des biens immatériels développés en Afrique. Nous tenons à remercier la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, qui a identifié notre distributeur

CyberFinances du Congo, au cours d'un salon sur l'entrepreneuriat ici à Brazzaville. Les traitements effectués par notre logiciel ont consisté à numériser plus de cinq cents documents à diffusion libre de l'Unesco, totalisant plus de soixante-dix mille pages transférables sur CD, DVD et

clé USB et consultables sur les terminaux Windows », a déclaré Alain Ndalla.

Signalons que Megatel systèmes est une entreprise congolaise qui développe des logiciels innovants dans la gestion documentaire, comptable et financière.

Bruno Okokana



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo



LCB BANK LANCE LE CREDIT ACHAT TV STARTIMES

A TAUX 0% AVEC DECODEUR INCORPORE

Le lancement officiel de l'accord de partenariat entre **LCB Bank et la société STARTIMES MEDIA CONGO** sur le crédit achat TV STAR-TIMES à travers le réseau LCB BANK à taux 0% avec décodeur incorporé a eu lieu le **mercredi 28 mars 2018** dans les locaux de LCB Bank au hall de son Centre d'Affaire de Brazzaville.

Filiale du groupe BMCE Bank OF AFRICA, LCB Bank poursuit son ambition d'élargissement de sa gamme de produits, en mettant constamment sur le marché des produits innovants et répondant aux attentes spécifiques de sa clientèle. LCB Bank se réjouit une fois de plus des différents progrès et des multiples efforts réalisés en vue de la satisfaction sa clientèle à travers l'innovation, la mise sur pied de plusieurs produits et la signature de plusieurs partenariats. Dans cette dynamique, LCB Bank a conclu récemment un accord de partenariat avec Mastercard pour la mise en place et la commercialisation de la digitalisation de l'offre bancaire.

Le crédit ACHAT TV STARTIMES VIA LCB BANK à taux 0%, est offert aux clients ayant leur salaire domicilié au sein de LCB Bank, qui donne la possibilité à ses clients de bénéficier sous forme de crédit des packages de **Téléviseurs StarTimes format 32 et 42 Pouces Couplés avec six (6) mois d'abonnements à la formule Super (Soit 125 chaînes TV) au taux de zéro (0) % remboursable en 12 mois, en seulement 72H d'obtention de crédit avec un (1) an de garanti.**

L'évènement relatif à ce partenariat win-win s'est déroulé en présence des membres du personnel des deux institutions ainsi que des deux Directeurs Généraux, LCB Bank et Startimes Media Congo,

« **Nous voulons d'une banque plus compétitive, proche des attentes de ses clients et toujours disposée à leur apporter le meilleur d'elle-même, c'est en cela que nos clients peuvent rester à la place du roi car ils la méritent.** » pouvait s'exclamer Médard Ngoulouki, responsable marketing de LCB Bank.

Le crédit Achat Télé Startimes à Taux Zéro (0%), répond parfaitement aux attentes de la clientèle de LCB Bank, au regard des avantages qu'il offre précisément son prix, son taux d'intérêt qui est de 0 %, le taux d'endettement et les avantages qu'il procure après souscription.

LCB Bank ambitionne de renforcer sa stratégie de fidélisation de sa clientèle tout en permettant à l'institution d'une part d'attirer d'autres clients ; et d'autre part d'accélérer la commercialisation des produits de Startimes.

L'octroi de ce crédit par LCB Bank obéit entre autres à des conditions telles que :

POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT

- Photocopie d'une pièce d'identité valable
- Signature du formulaire de demande de crédit
- Attestation de limite d'âge pour les agents de force de l'ordre
- Attestation de domiciliation de salaire
- Souscription assurance

POUR LES SALARIÉS DU SECTEUR PRIVÉ

- Photocopie d'une pièce d'identité valable
- Signature du formulaire de demande de crédit
- Souscription assurance
- Attestation de l'employeur
- Attestation de domiciliation irrévocable de salaire



Les deux directions générales LCB Bank et STARTIMES MEDIA CONGO



ALLEMAGNE

Le parquet va demander l'extradition de l'ex-président catalan

Le parquet allemand a annoncé, mardi, qu'il cherchait à extradier vers l'Espagne Carles Puigdemont, détenu depuis près de dix jours dans ce pays.

Le procureur général de l'Etat régional de Schleswig-Holstein (nord) a demandé à la haute cour régionale l'ordre d'extradition de Carles Puigdemont, a rapporté l'agence de presse allemande DPA.

Après examen détaillé du mandat d'arrêt émis par la cour suprême espagnole, le parquet a affirmé avoir trouvé «des équivalences dans le droit pénal allemand avec son inculpation pour rébellion», ce qui justifie une demande d'extradition.

L'ex-président catalan a été arrêté le 25 mars après avoir pénétré le territoire allemand en provenance du Danemark. M. Puigdemont vivait en exil à Bruxelles depuis la déclaration d'indépendance manquée de la Catalogne en octobre dernier.

COOPÉRATION

La diplomatie chinoise appelle à des relations saines avec les Etats-Unis

Luo Linquan, consul général de Chine à San Francisco, a affirmé lundi devant des étudiants américains que son pays souhaitait avoir une relation saine avec les Etats-Unis.

Le consul général s'est exprimé lors de son intervention dans la soirée devant les étudiants de l'université de Californie à Davis (UC Davis), présentant l'initiative «la Ceinture et la route».

Cette initiative, a-t-il expliqué, est un concept mis en avant par la Chine mais auquel les pays du monde entier sont libres de participer. Son but est d'améliorer la connectivité et d'aligner le développement stratégique de différentes nations.

«La Ceinture et la route» concerne la région la plus dynamique et au plus grand potentiel économique au monde, a affirmé Luo Linquan, invité à UC Davis par le Programme des affaires globales et le Programme asiatique international.

Ce corridor englobe plus de soixante pays et régions, pour une population totale de près de 4,4 milliards d'habitants et une production économique de 21 000 milliards de dollars, soit respectivement 63% et 29% du total mondial, a-t-il fait remarquer.

C'est la première fois qu'une zone économique émergente aussi

vaste est réunie par un même programme qui relie l'Asie, l'Europe et l'Afrique, a affirmé le diplomate chinois.

Cette initiative est conçue pour maintenir le régime global du libre-échange et favoriser l'ou-

verture de l'économie mondiale, d'après le diplomate.

Il a noté que le volume des échanges commerciaux entre la Chine et les pays situés le long de «la Ceinture et la route» s'élevait à 1 200 milliards de dollars en 2017, soit une hausse de 17,8% en glissement annuel.

La Chine a investi 14,36 milliards de dollars dans cinquante-neuf

pays connectés par voie terrestre, mieux reliés à ses pays limitrophes après la construction d'une voie ferrée à grande vitesse vers la Chine.

«Bien que les Etats-Unis soient loin de la région de «la Ceinture et la route», les entreprises américaines, de par leurs avantages en termes d'opérations internationales, de ressources globales, de technologies de pointe et de normes juridiques de haut niveau, sont encouragées à postuler pour ces projets, qui leur offriront d'immenses opportunités», a assuré le consul général de Chine à San Francisco.

Au sujet du différend commercial qui oppose actuellement les deux pays, il a estimé que la coopération mutuelle était le moteur principal des relations sino-américaines.

«Nos deux pays partagent des intérêts communs et de grandes responsabilités pour la paix, la stabilité et la prospérité mondiales», a-t-il souligné.

Il a indiqué espérer que les participants collaboreraient davantage avec la Chine et travailleraient d'arrache-pied pour contribuer à des relations saines entre la Chine et les Etats-Unis.

Xinhua

«Bien que les Etats-Unis soient loin de la région de «la Ceinture et la route», les entreprises américaines, de par leurs avantages en termes d'opérations internationales, de ressources globales, de technologies de pointe et de normes juridiques de haut niveau, sont encouragées à postuler pour ces projets, qui leur offriront d'immenses opportunités.»

verture de l'économie mondiale, a-t-il poursuivi, ajoutant qu'elle encouragerait encore davantage la diversité culturelle et permettrait une meilleure utilisation des technologies de l'information.

Depuis sa mise en place en 2013, plus de cent pays et organisations internationales ont rejoint cette initiative, et plus de quatre-vingts autres ont signé des accords avec la Chine, constituant ainsi un vaste réseau de coopération

pays de la Ceinture et la route, soit 12% du total de ses investissements étrangers, en hausse de 3,5% par rapport à l'année précédente, a indiqué Luo Linquan.

Il a également affirmé que l'initiative était vouée à améliorer les conditions de vie de 4,4 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale. Citant l'exemple du Laos, il a expliqué que ce petit pays asiatique enclavé deviendrait un

Profitez de nos FORFAITS PEINTURE durant toute l'année.

Berline 390 000 FCFA TTC

4x4 490 000 FCFA TTC

*Valable pour tous types de véhicules

*Hors carrosserie et pièces de rechange.

*Tous travaux de carrosserie feront l'objet d'un devis complémentaire.

cfao MOTORS

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email : cfaomotorscongo@cfao.com

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Congo bientôt doté de sa première école d'architecture

La filière fera partie des programmes de l'université Denis-Sassou-N'Guesso, en construction à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville.

Souhaitée par les professionnels depuis plusieurs années, une structure agréée pour la formation des architectes sera enfin implantée au Congo. Une très bonne initiative pour le gouvernement qui dépense beaucoup d'argent pour envoyer les étudiants dans des écoles étrangères, notamment au Togo et en Europe. « C'est une très bonne chose que d'avoir une filière d'architecture et d'urbanisme dans notre pays. L'Ordre des architectes est disposé à accompagner le gouvernement et l'université dans l'élaboration des programmes de ces enseignements et dans l'homologation, par les instances internationales, de cette formation qui se fera bientôt au Congo », s'est réjoui le président



Une vue du campus de l'université Denis-Sassou-N'Guesso qui abritera la première école d'architecture au Congo/Adiac

de l'Ordre des architectes du Congo (OAC), Antoine-Beli Bokolojoué, précisant que parmi les architectes-urbanistes congolais, nombreux enseignent dans des grandes écoles internationales.

Selon lui, contrairement à ce que les gens pensent, il n'y a pas d'école d'architecture au

d'architecture au Congo, il est temps que notre université puisse avoir la filière architec-

ture, on n'est pas forcément un grand professionnel. Ainsi, pour règlementer cette profession au Congo, l'institution exige désormais une expérience de deux ans pour avoir une licence d'exercice. « Pour être inscrit au sein de l'Ordre des architectes et porter le titre, il faut une expérience minimum de deux ans dans les cabinets ou les agences d'architecture. Quand on sort de l'école, on n'est pas architecte, mais diplômé en architecture. On porte le titre quand on est inscrit à l'Ordre, quand on a prêté serment. Pour porter le titre, il faut s'inscrire à l'Ordre des architectes », a conclu Antoine-Beli Bokolojoué qui, comme la plupart des grands architectes congolais, dispose d'un cabinet pour accueillir en stage des jeunes en provenance de l'étranger.

Parfait Wilfried Douniama

Congo-Brazzaville. L'École normale supérieure polytechnique (ENSP) ne forme pas des architectes, a-t-il expliqué. « L'ENSP forme les ingénieurs en génie civil. Donc, il n'y a pas d'école

de plein droit », a-t-il coupé court.

Des nouvelles dispositions de l'OAC

Pour le président de l'OAC, lors qu'on sort d'une école d'archi-

CLÔTURE DU MOIS DE LA FEMME

L'Assoc offre des dons aux orphelinats

Des sacs de farine, de lait, de savon, d'oignon ainsi que des papiers hygiéniques et des pagnes pour les mamans ont constitué l'aide que l'ONG de soutien aux orphelins a apportée, le 31 mars à Brazzaville, au centre la Bonne semence, Sainte-Claire de Bifouiti, Espace Morgane de Moukondo et la Maison de la charité.



Des enfants recevant des dons de l'association (Adiac)

L'Association de soutien aux orphelins du Congo (Assoc) n'a pas voulu rester en marge de la clôture du mois dédié à la cause féminine. Aussi a-t-elle placé la journée du 31 mars dernier sur le thème « Assoc célèbre la femme », pour marquer sa solidarité avec la femme de par le monde, en général, et la Congolaise, en particulier. Parmi les activités programmées pour la circonstance, l'Assoc ne s'est pas détournée de son objectif, à savoir soutenir les orphelins et rendre hommage aux mamans responsables des structures qui les hébergent. Pour ce faire, elle a remis des dons aussi bien en vivres qu'en espèces d'une valeur de quatre cent mille francs CFA à quatre orphelinats de la place.

« Le 8 mars, c'est le jour où l'humanité tout entière célèbre le mois de la femme et nous, Assoc, ne sommes pas passés à côté. Nous avons placé cette journée en organisant des visites dans les centres de nos partenaires ici à Brazzaville. Et le seul message que nous leur avons apporté, est que nous sommes avec eux. Nous ne les abandonnons pas, au contraire nous les encourageons et notre joie est grande », a déclaré Dubien Déesse, l'une des responsables.

Pour sa part, la sœur Augustine, de l'Espace Morgane de Moukondo, n'a pas retenu sa joie après la réception du don. « Pour aujourd'hui, grande est ma joie de vous voir ici. Je sais aussi que ce n'est pas pour la première fois que vous venez. Je vous remercie pour ce geste », a-t-elle indiqué. La même joie a été exprimée par les bénéficiaires des dons, notamment les enfants et autres personnes déshéritées.

Jean Jacques Koubemba

La dynamique des femmes de l'Enma se veut engagée

La présidente de l'association des femmes de l'établissement, Marie Berthe Bayekola, a interpellé ses soeurs, le 31 mars à Brazzaville, lors d'une conférence-débat, sur le combat qui doit être le leur dans la conquête effective de la parité.

Deux communications, dont l'une sur « Les violences psychologiques faites aux femmes », et l'autre sur « Le cancer du sein et du col de l'utérus » ont été au centre de la conférence débat qui a réuni, au sein de

Pour sa part, le Pr Judith Nsondé Malanda a exposé sur « Le cancer du sein et du col de l'utérus ». Elle a indiqué à l'auditoire que les facteurs de risques de contracter cette maladie sont les rapports sexuels

tendre leur voix. Leur présidente, Marie-Berthe Bayekola, a martelé que les femmes de cet établissement doivent être engagées à côté des hommes pour mettre fin aux inégalités et discriminations dont elles sont victimes. Aussi a-t-elle saisi cette conférence-débat pour informer, interpellé et sensibiliser les membres de



Hyppolite Vincent Ompala lors de la conférence (Adiac)

l'établissement, les membres de l'association Dynamique des femmes de l'École nationale moyenne d'administration (Enma). Intervenant sur le premier thème, Hyppolite Vincent Ompala, psychologue et enseignant à l'Enma, a expliqué que les violences faites aux femmes trouvent leur origine dans le jardin d'Eden, suite au mensonge d'Eve. Elles peuvent être sur le plan physique, moral, sexuel et bien d'autres. Les effets culturels sont notamment le mariage forcé, les mutilations sexuelles féminines, etc., a-t-il fait savoir

précoces et non protégés, la multiplicité des partenaires sexuels, les infections du VIH, le tabagisme, la contraception, etc. Soulignant la gravité de cette maladie et le coût élevé du traitement lorsqu'elle n'est pas diagnostiquée à temps, le Pr Judith Nsondé Malanda a conseillé la pratique des activités physiques et sportives, la bonne alimentation riche en fibre végétale et pauvre en graisse animale et bien d'autres.

Participant au débat qui s'en est suivi, les femmes dynamiques de l'Enma ont saisi cette occasion pour faire en-

la Dynamique des femmes de l'Enma aux missions qui leur incombent, entre autres, l'éveil de la conscience de la jeune fille apprenante pour promouvoir l'égalité des sexes et son autonomie.

Notons que chaque année, l'association Dynamique des femmes de l'Enma organise plusieurs activités à l'occasion du mois de la femme. Parmi celles-ci, on peut citer des causeries-débats sur les bienfaits de la formation professionnelle dans l'épanouissement de la femme, le don de sang aux hôpitaux.

Lydie Gisèle Oko

SALON PRODURABLE

L'engagement d'Eco-Oil au-delà de la RSE

A la onzième édition Produrable, du 4 au 5 avril, Eco-Oil détaille, pour l'économie durable, ses solutions engagées au Congo au service du développement d'une agriculture saine, viable, juste et humaine au plan environnemental, économique et social.

L'horizon 2020, c'est déjà demain. De même, pour les responsables de l'entreprise congolaise créée en 2013 par Claude Wilfrid Etoke, c'est dans deux ans que le Congo pourra faire valoir près d'un million d'hectares de ses terres cultivables. De la COP21 à Paris, COP23 à Marrakech, COP23 à Bonn, en fin décembre de l'année dernière à Paris, Eco-Oil a su participer aux rendez-vous internationaux relatifs à l'environnement, au climat et, surtout, à l'inclusion des sujets de l'objet social dans l'entreprise, concept connu aujourd'hui sous le sigle RSE. Au plan environnemental, Eco-Oil



Claude Wilfrid Etoke (à droite) / Crédit photo Fredy Mizelet by Flam

s'inscrit dans la visée du respect de l'environnement durable par la préservation des écosystèmes des différentes concessions dans lesquelles une replantation de palmier à huile s'effectue. Les palmeraies aménagées se font en zone de replantation et non dans les forêts environnantes. A l'arrivée : «zéro déforestation»,

assurent les représentants de l'entreprise. S'agissant de la production, confient-ils, l'entreprise s'engage à produire de l'huile de palme en quantité suffisante, en respectant les normes RSPO, afin d'être compétitive sur le marché local et international. Ils disent également être en respect des normes de production en vigueur

et rassurent les consommateurs et les distributeurs de la fiabilité du produit.

Sur le plan de la consommation, une veille au développement du potentiel humain par l'épanouissement et le bien-être du personnel est pratiquée, semble-t-il, par Eco-Oil. Là-dessus, les

représentants parlent des kits de protection mis à la disposition du personnel. Ils accompagnent les exploitants agricoles au travers de leur programme Eco Plus et procèdent à sa vulgarisation.

Enfin, sur le plan consommation, Eco-Oil développe une offre de produits de qualité de la production à la distribution. L'engagement est pris par l'entreprise pour répondre de toute responsabilité de ses produits sous les labels de Sangha-Palm et Huilka. En séance de travail avec Claude Wilfrid Etoke, Henri Cukierman, président de la Chambre de commerce France Israël, s'est félicité de la bonne direction prise par Eco-Oil dans le domaine de la RSE. «En cinq ans d'existence, les options du respect de l'écosystème dans le Bassin du Congo vont dans le bon sens. Nous sommes prêts à accompagner Eco-Oil», a-t-il confié.

Marie Alfred Ngoma

LITTÉRATURE

«Belle médaille, lourd revers», un livre de plus dans les librairies

Sorti chez Edilivre, l'ouvrage de Lysias Yoane Mylandou Massengo, publié récemment à Brazzaville, incite la génération actuelle à relever les défis du développement communautaire.

L'essai de cent douze pages constitue une invite au peuple africain à prendre conscience sur son avenir. C'est ainsi que l'auteur déclare : « Les peuples de nos pays rêvent toujours le beau, envient les meilleures conditions de vie, se miroitent de belles villes, désirent une meilleure gouvernance sans proposer la contrepartie qui s'impose : le travail ». Le contenu de ce livre incite également les jeunes à se révolter contre la bassesse de l'esprit qui les régresse vers les facilités de la vie et parfois à choisir des voies plus périlleuses que celles offertes par l'effort et la recherche de l'épanouissement personnel.

«Belle médaille, lourd revers», premier ouvrage de Milandou Massengo Lysias Yoane, comporte trois parties. La première, consacrée au défi du développement communautaire, énonce les principes du pacte social commun qui est le communautaire. La deuxième aborde l'homme qui est au centre de toutes les révolutions tandis que la troisième, métamorphose d'une aventure communautaire, est une revue sur l'engagement considéré comme le seul moyen capable de permettre aux jeunes d'oser le changement. Grâce à l'expérience de son auteur et la richesse de ses thèmes, chaque lecteur trouvera sans nul doute son compte.

La parution de ce livre est le fruit de la combinaison de l'expérience du terrain et de la passion qu'anime Milandou Massengo Lysias Yoane, son auteur.

Rude Ngoma (stagiaire)

SPECTACLE

« Opéra mami wata » sur scène à l'IFC

La pièce de théâtre sera jouée en soirée, le 21 avril à Brazzaville, par le Ballet Noli-da en collaboration avec des musiciens et danseurs congolais. Ecrite, mise en scène et chorégraphiée par Prisca Ouya, scénariste de nationalité congolaise, «Opéra mami wata» est le récit de la déesse aquatique Mami Wata qui se glisse, à la tombée de la nuit, dans le lit du roi. La reine, qui suspectait déjà les escapades de son époux, décide de suivre le son de la mélodie hypnotisante qui envoûte le roi. Elle la surprend en train de s'enfuir, la poursuit jusqu'au fleuve où elle la voit se déguiser en sirène. Cette découverte lui vaut une malédiction selon laquelle son fils le prince (né avec une sœur jumelle) sera tué par son propre frère.

Pour pallier cette malédiction, la reine échange son bébé contre celui de sa servante. Le prince grandit comme servant

et l'enfant de la servante comme prince, sans savoir que les deux sont des frères. Un jour, le prince surprend sa jeune sœur dans les bras du servent. Fou de rage, il tue ce dernier. Face à cette situation lamentable, la servante confesse que son fils est le fruit d'une relation avec le roi. La reine comprend alors que la malédiction de Mami Wata s'est réalisée : son fils a été tué par son propre frère et elle a été trompée par sa servante ainsi que par son mari. Désespérée, la reine se précipite sur la servante et la tue. Elle tente ensuite de tuer le roi, mais celui-ci étant plus fort, c'est elle-même qui trouva la mort. La sœur du prince se rend alors compte qu'elle a couché avec son propre frère. Cette abomination lui poussa à se jeter dans le fleuve et Mami Wata la transforme en sirène.

L'entrée est libre.

Rosalie Bindika

第十七届

汉语桥

世界大学生中文比赛

Passerelle vers le chinois

17^{ème} édition de la compétition internationale de la langue chinoise pour les étudiants étrangers

[刚果(布)预选赛]

Compétition de Présélection au Congo

天下一家

Un Monde Une Famille

LA COUPE DE 四达时代 StarTimes

«Passerelle vers le chinois», une compétition internationale de la langue chinoise pour les étudiants et les lycéens étrangers, organisée par l'Institut Confucius à l'Université Marien NGOUABI en collaboration avec l'Ambassade de Chine, fera cette année sa 3^{ème} édition de présélection au Congo! Montrez votre maîtrise de la langue chinoise, profitez-en pour gagner une bourse d'études et un voyage en Chine!

Veillez venir nombreux à cette Compétition!

Critères d'admission: étudiants congolais âgés de 18 à 30 ans

Date et Lieu: le samedi 7 avril 2018, Institut Confucius à l'Université Marien NGOUABI

Pour plus d'informations et inscription: Tél.: 06 4376842

Date limite d'inscription: le vendredi 6 avril 2018

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT

D'UN ORGANISME INDEPENDANT CHARGE DE SELECTIONNER LES PLANS D'AFFAIRES DES GROUPES DE PRODUCTEURS ET DES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AGROINDUSTRIELLES ELIGIBLES AUX SUBVENTIONS DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE N°008C/2018/MAEP/PDAC-UNCP

1. Le Gouvernement de la République du Congo a bénéficié du soutien financier de l'Association Internationale de Développement IDA, Groupe Banque Mondiale, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). L'Accord de Financement a été signé le 20 septembre 2017. Une partie des fonds est destinée aux paiements des services d'un organisme indépendant chargé de sélectionner les plans d'affaires présentés par les groupes de producteurs et les micro, petites et moyennes entreprises agroindustrielles aux fins de bénéficier des subventions du PDAC, objet du présent avis à manifestation d'intérêt.

2. L'objectif de développement du projet est d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs et des micro, petites et moyennes entreprises agroindustrielles, dans des zones sélectionnées, et d'apporter une réponse immédiate et efficace en cas de crise ou de situation d'urgence répondant aux critères d'admissibilité.

3. L'Unité Nationale de Coordination du Projet invite les cabinets ou ONG intéressés à manifester leur intérêt pour l'activité mentionnée ci-dessus.

4. La consultation sera réalisée par un cabinet ou une ONG de développement réunissant au moins les capacités ci-après :

- avoir réalisé au moins deux prestations similaires ;
- avoir l'expertise et l'expérience nécessaires pour l'accomplissement de la tâche ;
- avoir une expérience d'au moins cinq ans dans les projets/programmes financés par la Banque mondiale ou les autres bailleurs des fonds internationaux ;
- avoir une bonne connaissance du développement rural/agricole des pays d'Afrique au Sud du Sahara

L'équipe à constituer doit être composée au moins des compétences ci-après :

- un agro économiste (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en agronomie (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en zootechnie / sciences vétérinaires (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en pêche ou aquaculture (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en gestion financière (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste des questions environnementales et sociales liés au secteur agricole (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en commercialisation et marchés agricoles (Bac+3 au moins).

5. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- l'expérience du cabinet ou de l'ONG sur les missions similaires (copies de contrats, attestations de bonne fin, liste des précédents clients indiquant l'année, le coût de la mission, la métho-

logie mise en œuvre et les résultats obtenus) ;

- l'adresse complète du cabinet ou de l'ONG (personne à contacter, boîte postale, téléphone, e-mail...).

6. Sur cette base, les cabinets et/ou les ONG seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 », selon la méthode de « Sélection basée sur le Moindre Coût ».

7. Les informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h00 à 16h00.

8. Les manifestations d'intérêt seront adressées, sous pli fermé ou en version électronique, au plus tard le jeudi 19 avril 2018, à l'adresse ci-dessous :

Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) Unité Nationale de Coordination du Projet, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila, Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com

Brazzaville, le

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

INSÉCURITÉ À BRAZZAVILLE

Punir sévèrement les auteurs des actes criminels

Depuis quelques années, des jeunes gens souvent munis d'armes blanches font parler d'eux dans les grandes villes du pays, surtout dans la capitale où des paisibles citoyens sont parfois tués ou agressés à longueur de journée. Constitués en gangs, ils sont reconnus à travers les appellations « Bébés noirs », « Arabes et Américains ». Dans ce dossier, nous revenons sur ce phénomène qui endeuille au quotidien de nombreuses familles.

Souvent flanqués de machettes, tessons de bouteille, bois, pierres et bien d'autres objets tranchants, les hors-la-loi continuent de semer la terreur et la désolation dans les quartiers périphériques de Brazzaville où ils opèrent. Dans le but d'éradiquer le phénomène dit de « Bébés noirs » ou de « Kuluna », les autorités congolaises lançaient, le 11 mai dernier, une opération dite « Patrouille judiciaire ». « Les bébés noirs sont des terroristes. Je dis bien les bébés noirs ne sont que des terroristes : ils tuent, ils pillent, ils violent les femmes. Nous allons combattre, dès cet instant, les bébés noirs et leurs complices, et nous allons les mettre hors d'état de nuire », déclarait le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville, André Ngakala Oko, lors du lancement de cette opération. En effet, il s'agit des jeunes



Des « Bébés noirs » arrêtés par les services de sécurité (Adiac)

dont l'âge varie entre 13 et 30 ans opérant de nuit comme de jour dans pratiquement toute la ville, même si la partie nord vole la vedette, au regard du nombre des crimes commis. Aujourd'hui, près d'un an après, le phénomène prend de plus en plus de l'ampleur car chaque jour qui passe, des sorties musclées de ces gangs sont signalées dans les 6e, 7e et 9e arrondissements de Brazzaville avec autant de dégâts que cela peut causer. De même, des affrontements opposant les « Américains » aux « Arabes » sont souvent évoqués dans les quartiers nord, se soldant parfois par des pertes en vies humaines et des blessures graves. A titre d'illustration, le 23 février dernier, une altercation entre deux bandes rivales du quartier Jacques-Opangault faisait deux morts pendant les

combats et un troisième, un « Arabe », blessé à la machette, succombait quelques minutes après. Le jour suivant, les « Arabes » revenaient au combat et prenaient leur revanche.

sur les droits de l'homme justement, que la police ne pouvait pas éradiquer seule le phénomène « Bébés-noirs » qui empoisonne la société congolaise. C'est ainsi qu'il en appelait à

fois relâchés, ces brigands ont l'obligation de se présenter devant les instances judiciaires pour des besoins d'enquête », avait-il notifié, incriminant les parents qui n'ont pas su inculquer à leurs progénitures une éducation conséquente. « C'est pour cette raison qu'il arrive parfois que je demande à la police d'arrêter le bébé noir et ses parents », avait fait savoir Raymond Zéphirin Mboulou.

« Jusqu'à là, la Force publique semble être seule dans la lutte contre ce phénomène. Toutes les institutions devraient s'impliquer pour éradiquer le phénomène Bébés noirs »

Un membre du groupe dit des « Américains » était sauvagement assassiné, presque au même endroit.

À quand le premier procès d'un « Bébé noir » ?

La session criminelle de la Cour d'appel de Brazzaville qui s'est ouverte le 29 mars, au Palais de justice, a inscrit une centaine d'affaires à son ordre du jour, parmi lesquelles, celles relatives aux cas d'assassinat, meurtre, viol, vol et autres crimes. Alors peut-on espérer voir la comparution d'un « Bébé noir » devant les juges pour répondre de ses actes ? La question mérite d'être posée d'autant plus que du côté de la Force publique, l'on s'indigne du fait que lorsque les présumés auteurs sont mis aux arrêts et transférés au parquet, ils sont souvent libérés sans procès.

« Que devons-nous faire des bébés noirs ? », s'interrogeait un commissaire de police à Brazzaville, pointant du doigt le parquet de cette ville qui, souvent, libère les auteurs de ces actes crapuleux, une fois transférés à la Maison d'arrêt.

Le directeur général de la police, le général Jean François Ndengué, soulignait lui aussi, lors d'un séminaire organisé en partenariat avec l'Observatoire congolais des droits de l'homme et l'Union européenne

l'implication des ONG de défense des droits de l'homme, soutenues par des partenaires. Interpellé récemment par des sénateurs sur la question de libération des « Bébés » noirs une fois qu'ils sont appréhendés, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a relevé que Congo ne disposait pas de centres appropriés pour la détention des délinquants mineurs. Selon lui, les phénomènes « Bébés noirs » à Brazzaville et « Armées de rails » à Pointe-Noire, constituent actuellement un véritable problème social que le gouvernement s'emploie à combattre. Il a, par ailleurs, annoncé que le gouvernement était en train d'examiner les possibilités de construction des centres d'incarcération de ces bandits dont l'âge oscille entre 15 et 16 ans et que la législation du pays n'autorise pas la garde dans les geôles. Mais, il reconnaissait que les actes criminels posés par les délinquants mineurs ne pouvaient en aucun cas laisser la police les remettre à la disposition de leurs parents.

« Le pays ne dispose par de structures adaptées de correction de cette catégorie de malfrats. Ce qui fait que lorsque la police appréhende ces bébés noirs, elle se trouve dans l'obligation de les remettre à leurs parents. Une

Des sociologues plaident pour l'éradication du phénomène Le Centre de recherche et d'études en sciences sociales et humaines, qui avait organisé en février dernier, à Brazzaville, une journée scientifique sur le thème « Le phénomène bébés noirs à Brazzaville : causes, manifestations, conséquences et approches de solutions », avait souhaité que le fléau soit totalement éradiqué. D'après certains conférenciers, les parents et les institutions devraient opter pour l'éducation des enfants pour qu'ils comprennent le sens du respect de la vie. « Jusqu'à là, la Force publique semble être seule dans la lutte contre ce phénomène. Toutes les institutions devraient s'impliquer pour éradiquer le phénomène bébés noirs », plaident le colonel de police Baron Bozok, sociologue et universitaire.

Psychologue et enseignant à l'université Marien-Ngouabi, Jean Didier Mbélé indiquait que pour contenir le phénomène des « Bébés noirs », il fallait renforcer l'action éducative des enfants et punir les délinquants en appliquant la loi. Il plaident également pour la création des centres de détention où se feront l'insertion et la réinsertion professionnelle des délinquants arrêtés avant de les mettre en liberté.

Parfait Wilfried Douniama

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO
 Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Chemises à rabat

Magazines

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sansou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo

ENSEIGNEMENT

Lancement du projet sur l'éducation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Fruit de la coopération entre l'Unesco, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement congolais, le projet vise à améliorer les compétences du personnel du système éducatif dans l'adaptation du programme d'éducation à la nutrition à leur contexte.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a lancé le 4 avril à Brazzaville, en sa qualité de président de la Commission nationale congolaise pour l'Unesco, le projet portant sur l'éducation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République du Congo. En effet, outre l'amélioration des compétences, ce projet d'une durée de douze mois vise également à perfectionner les compétences des femmes, des adolescents et jeunes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Anthony Ohemeng Boamah, a rappelé que deux récents rapports sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition confirmaient que des carences nutritionnelles et une mauvaise santé des enfants en âge d'être scolarisés étaient une des causes de faible taux de scolarisation, d'absentéisme

élevé, d'abandon précoce et de mauvais résultats scolaires. Selon lui, il est important que ces questions d'alimentation et de nutrition soient traitées de manière efficace à travers les politiques et programmes de santé, d'hygiène et de nutrition destinés aux élèves et au personnel enseignant.

Il a aussi rappelé que des enfants des ménages pauvres étaient plus affectés par la malnutrition chronique que ceux des plus riches. Ils participent, a-t-il ajouté, de moins en moins à l'éducation dans l'échelle des niveaux d'enseignements, sont moins présents dans le secondaire et accèdent difficilement à l'enseignement supérieur. « Les données du PAM relatives aux cantines scolaires en République du Congo révèlent que le taux de fréquentation est en moyenne de 97,74% dans les écoles assistées par le PAM contre 80% au début du projet. Le taux d'abandon est

de 3% contre 7% en moyenne au début du projet. Des efforts doivent être entrepris en vue de donner aux enseignants, aux apprenants et aux jeunes des connaissances, des aptitudes et des compétences en vue de la promotion de l'hygiène alimentaire et de l'utilisation de bonnes pratiques alimentaires leur permettant de se nourrir convenablement », a souligné Anthony Ohemeng Boamah.

Des résultats encourageants obtenus

Lançant le projet, le ministre Bruno Jean Richard Itoua a indiqué que le gouvernement est déterminé à assurer une alimentation scolaire durable, de bonne qualité et à base des produits locaux pour tous les enfants inscrits dans les écoles primaires à l'horizon 2025. « L'alimentation scolaire de bonne qualité est indubitablement un des piliers de la stratégie et des politiques

qui doivent nous y conduire. L'intérêt croissant porté par la population pour une éducation de qualité se conjugue désormais avec demande de mise en œuvre d'une alimentation scolaire de même nature, donc de l'implantation des cantines scolaires », a déclaré Bruno Jean Richard Itoua.

Il a, par ailleurs, rappelé que l'alimentation scolaire a eu des répercussions positives sur les indicateurs aussi importants dans les différents départements du pays. Ainsi, s'agissant des taux de fréquentation, ils sont estimés à 94% dans la Bouenza ; 96% dans les Plateaux et le Pool ; des taux de rétention on note 96,50% ; 98% dans la Cuvette et le Pool ; 97% dans les Plateaux. Quant aux taux d'abandon, ils sont de l'ordre de 3,5% dans la Bouenza ; 2% dans la Cuvette et le Pool ; 3% dans les Plateaux. Au regard de ces résultats qu'il juge satisfaisants, Bruno Jean Richard Itoua a remercié l'Unesco et le PAM qui, à travers l'accord conclu avec le Congo, ont permis de tels progrès pour l'ensemble de la communauté édu-

cative et plus spécialement pour les enfants scolarisés à bas âge. « Le Congo s'engage à mettre en œuvre toutes les déclarations et conventions internationales auxquelles il est partie prenante dans le domaine de l'éducation, de la nutrition et de la sécurité alimentaire dont la Convention internationale sur les droits de l'enfant ; les ODD adoptés par les Etats-membres de l'ONU... pour mettre fin à la sous-nutrition », a-t-il conclu.

Notons que cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, et du sous-directeur général de l'Unesco pour l'Afrique, Firmin Matoko. Elle a été ponctuée par la remise d'un échantillon des documents pédagogiques sur diverses thématiques, produits par l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, grâce au partenariat entre l'Unesco, le Fnuap, l'Unicef et autres partenaires techniques et financiers.

Parfait Wilfried Douniama

ENVIRONNEMENT

La troisième édition de «Earth hour» célébrée à Brazzaville

L'événement mondial en faveur de la planète est organisé par le World wide fund for nature (WWF), tous les derniers mercredis du mois de mars de chaque année, de 20h30 à 21h30, heure locale de chaque pays, en vue de sensibiliser, entre autres, la population aux dépenses énergétiques.



Des lumières éteintes lors de la célébration de l'événement Adiac

Le WWF est l'une des plus grandes organisations non gouvernementales (ONG) environnementalistes. En initiant «Earth hour», ou Une heure pour la planète, en français, l'ONG vise à sensibiliser la population aux dépenses énergétiques ; promouvoir l'économie électrique ; réduire la production des gaz à effet de serre et lutter contre le réchauffement climatique. En République du Congo, l'événement a été organisé par Radisson Blu M'Bamou Palace hôtel, qui depuis son ouverture en septembre 2015, suit cette action qui s'intègre parfaitement dans le cadre de son programme « Responsible business » dont l'un des piliers est le respect de l'environnement.

A cette occasion, l'hôtel a éteint toutes ses lumières des lieux publics: hall d'entrée, réception, bars, restaurants et enseigne du toit, lors de cette mobilisation. Les chambres des clients, quant à elles, sont restées allumées, ainsi que dans les cuisines pour continuer à assurer un service digne d'un palace.

La troisième édition de Earth hour a été aussi l'occasion de se mobiliser pour la planète tout en dînant aux chandelles.

Bruno Okokana

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Les élus locaux sensibilisés au développement communautaire

Les localités de Gamboma et d'Ollombo ont accueilli, depuis le 3 avril, une délégation du Mouvement des jeunes Congolais pour la réflexion et l'analyse (Mojecra) pour un atelier de formation de quatre jours sur le thème « Enjeux et démarche pour le développement communautaire local ».



Photo de famille (Adiac)

La délégation de la Mojecra est conduite par son président, Daniel Oba-Akouélé. Spécifiant le rôle et le bien-fondé de l'atelier qu'il vient d'initier, il a précisé qu'il s'inscrivait dans le cadre des missions qui sont dévolues à son organisation, à savoir la sensibilisation, l'éducation des communautés de base sur les concepts clés de développement, de paix, de patriotisme et de citoyenneté. « C'est dans l'optique de renforcer les dynamiques de concertation locale et de participation communautaire, notamment sur la question de développement de nos villes qui devrait aussi passer par l'éducation que nous avons résolu d'organiser cette rencontre », a expliqué Daniel Oba-Akouélé.

Le président de la Mojecra a signifié que les collectivités locales ainsi que leurs élus et la société civile occupent une place importante

pour le développement des communautés. Aussi est-il nécessaire qu'ils soient formés sur certaines notions de base y afférentes. Hormis les collectivités locales, cette formation s'adresse également aux élèves des classes de Cours moyen deuxième année (Cm2) et tout le personnel enseignant des localités ciblées, d'autant plus que les notions de base telles que citoyen, citoyenneté, patriote, patriotisme, morale, civisme, développement communautaire et culture de paix sont importantes dans les cursus scolaires et universitaires. Ces notions, a dit Armel Bampé, l'un des formateurs, déterminent l'essentiel de la substance de l'instruction civique qui constitue aussi une clé pour le développement.

Par ailleurs, évoquant les avantages et enjeux du développement communautaire et local, il a été

souligné qu'ils permettent d'accroître le leadership des élus et autres autorités locales dans l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment en luttant contre la pauvreté et en promouvant la participation communautaire dans des projets de développement à travers le dialogue entre élus et citoyens. « La notion de développement communautaire est, d'ailleurs, réitérée dans l'article 78 de la loi n°7-2003 portant organisation et fonctionnement des collectivités locales. Cet article autorise les collectivités locales à signer des accords de partenariat avec les associations et les ONG pour leur développement », a-t-il ajouté.

Outre les localités d'Ollombo et Gamboma, cet atelier sera aussi organisé dans la ville d'Oyo, dans le département de la Cuvette.

Rock Ngassakys

THÉÂTRE

Jud Stella Tounta remonte sur les tréteaux

Après trois ans d'absence sur la scène congolaise et diverses prestations artistiques au Bénin, au Togo, en Éthiopie et en Afrique du Sud, l'artiste comédienne se produit en one-woman-show, le 8 avril, à l'Espace culturel Le Continental à Mpaka, dans le 6e arrondissement Ngoyo, avec le spectacle Kisela de Hermas Gbaguidi.

Sur une adaptation et une mise en scène de Ghislain Zinga, le spectacle que présente la compagnie Ya Vitik met en scène une jeune fille nommée Kisela à la vie professionnelle stable et couronnée de succès. Elle espère avoir aussi la même baraka dans sa vie sentimentale. Mais cela ne se passe pas comme espéré puisque Chikwang, son premier amour, va l'escroquer. Et Bon Dieu, le deuxième homme de sa vie, un seigneur de guerre, va combattre en lui laissant une fortune pouvant lui permettre de bien vivre pendant son absence. Dans l'espoir d'un retour de Bon Dieu, Kisela raconte sa vie où s'entremêlent tous les sentiments : angoisse, chagrin, désespérance, fatalité, espoir... Jud Stella Tounta est dans le monde de l'art depuis 1995 avec les troupes évoluant dans les églises où elle servait Dieu. En 2003, elle intègre la classe théâtrale du lycée de Mpaka avant de rejoindre l'Arche de Ngoujel en 2007. Deux ans plus tard, elle est accueillie par la compagnie Ya Vitik où elle joue la pièce de théâtre «Cendres sur les mains» lors des journées théâtrales en compagnie en 2009, «Le Cri de l'espoir» et «Ma cam-

pagne fidèle» en 2013. Le spectacle Kisela marque le grand retour de l'artiste comédienne qui renoue avec la scène dans son pays natal après trois ans de vie sans véritablement faire des scènes. Mais elle a gardé la flamme de l'art allumée à travers les



L'affiche du spectacle Kisela crédit photo DR»

contes ou la poésie qui ont meublé ce temps de veille et de réflexion.

Hervé Brice Mampouya

INSERTION PROFESSIONNELLE

Une formation sur les techniques de recherche d'emploi

L'auditorium du chemin de Damas, dans le quartier Siafoumou, à Pointe-Noire, va abriter du 7 au 14 avril un atelier au profit des jeunes pour leur permettre, entre autres, de rédiger une lettre de candidature ou de savoir convaincre pendant un entretien de recrutement.

La formation est initiée par le département d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle de l'Eglise impact centre chrétien campus, après avoir constaté que de nombreuses personnes ont du mal à rédiger un curriculum vitæ (CV) et à se positionner sur le marché de l'emploi. En effet, un CV, selon les organisateurs, est une expression qui signifie en latin « chemin de vie ». Sa rédaction est souvent la première étape dans la démarche de recherche d'un emploi et le plus souvent celle qui ouvre les portes du travail.

L'Eglise impact centre chrétien campus a pensé organiser cet atelier de formation sur les techniques de recherche d'emploi afin d'apporter des réponses

concrètes sur des questions liées aux bonnes méthodes à adopter lors d'un entretien et sur comment optimiser sa candidature. Cette activité va permettre aux participants de bénéficier des conseils possibles et des règles de base de la rédaction d'un CV réussi et attractif.

La formation portera également sur le coaching professionnel et une animation sur des thématiques comme : «Comment rédiger un CV et une lettre de motivation?», «comment réussir son entretien d'embauche?» et «Comment définir son projet professionnel ?» L'objectif étant d'amener les participants à acquérir des techniques de recherche d'emploi efficaces et d'élaborer une stratégie gagnante afin de faciliter leur reclassement professionnel. Ils auront ainsi une autonomie dans la définition et la recherche de l'emploi afin de redynamiser leur approche et d'améliorer leur communication professionnelle.

Hugues Prosper Mabonzo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



LIGUE DES CHAMPIONS

Le Real est immense, Ronaldo est grandiose

Combien sont les joueurs à pouvoir faire se lever tout un stade adverse ? Pas plus d'une poignée et Cristiano Ronaldo en fait désormais partie, salué par le public du Juventus Stadium époustouflé par un retourné de rêve et sa performance monstrueuse, le 3 avril, lors de la très nette victoire 3-0 du Real Madrid en quart de finale aller de la Ligue des champions.

L'histoire de ce quart de finale est déjà écrite, il n'y aura pas de revanche de la dernière finale de Cardiff (4-1) et le match retour au Bernabeu, le 11 avril, relèvera de l'anecdote, même avec Sergio Ramos suspendu. Mais à Turin, on se racontera pendant très longtemps la bicyclette de Ronaldo.

L'affaire s'est jouée à la 64^e mn et le Real menait déjà 1-0 grâce à un but de... Ronaldo d'entrée de jeu (3^e mn) face à une défense turinoise terriblement passive.

Le numéro 7 merengue s'est élevé au beau milieu de la surface de réparation et a réussi le geste parfait, celui dont rêvent les enfants, une bicyclette limpide qui a fini dans le petit filet de Buffon.

Barzagli a levé les épaules, l'air de dire « *que voulez-vous qu'on fasse* », Zinedine Zidane, qui en a vu d'autres, s'est frotté le crane incrédule et les quarante mille tifosi de la Juve se sont levés et ont applaudi. Le match était bouclé et il n'y avait que ça à faire face à l'évidence du talent du Portugais, qui a salué, un peu ému.

Correction

S'il n'y a qu'un seul regret à avoir, c'est que ce but fantastique soit arrivé après un invraisemblable cadeau de la défense de la Juve avec une horrible mésentente entre Chiellini et Buffon.



CR7 a plané sur le match avec un doublé et ce retourné acrobatique de toute beauté (Alberto Pizzoli/AFP)

Pour faire bonne mesure, Ronaldo a ensuite agrémenté son doublé d'une passe décisive à Marcelo pour le but du 3-0 (72^e mn), inscrit à un moment où la Juventus était réduite à dix, Dybala ayant été expulsé pour deux avertissements (simulation et pied haut) au bout d'une performance à nouveau trop faible pour un joueur de son talent.

Si l'on ajoute à ces trois buts les deux barres transversales trouvées par Kroos puis Kovacic, on aura une idée plus nette encore de l'ampleur de la correction, pire encore que celle de Cardiff, ce

que Buffon avait pourtant estimé impossible. Mais les Turinois, privés de Pjanic et Benatia suspendus, ce qui s'est senti, n'ont vraiment pas fait assez pour croire en leurs chances au-delà de l'heure de jeu.

Dès l'ouverture du score, la liste des coupables bianconeri est presque trop longue pour être énoncée, avec tout le côté droit Douglas Costa-De Sciglio piégé par Marcelo et Isco, puis Bentancur, et enfin la charnière Chiellini-Barzagli, devancée dans un duel de trentenaires par Ronaldo, infiniment plus explosif.

Isco en magicien

Ce début de match a été celui d'Isco, préféré par Zidane à Bale et qui a joué trente minutes de magicien, allant un peu partout, là où il le voulait, mais curieusement toujours au bon endroit.

La Juve, elle, perdait trop vite le ballon. Et tout ce qu'elle faisait presque parfaitement, le Real le faisait mieux. A la Juve, il y a parfois un contrôle un peu long, une passe un peu forte. Au Real, non. Quelques joueurs y ont mis de la personnalité, pourtant, comme Higuain ou les habituels remplaçants Asamoah ou Bentancur, mais avec leurs limites.

Ronaldo lui n'en a aucune. Les chiffres de sa saison donnent le vertige, avec quatorze buts en Ligue des champions et une série de dix matches d'affilée avec au moins un but dans la plus grande compétition de clubs du monde, les neuf matches de cette saison plus la finale de Cardiff.

Et face à Buffon et à la Juventus, il en est à neuf buts en carrière. Turin a apprécié le spectacle, Turin s'est levé pour le champion, mais maintenant, Turin a peut-être assez vu Ronaldo. Pour les autres, le spectacle continue.

AFP

CHAMPIONNAT NATIONAL DE TRIATHLON

Les athlètes en préparation

La compétition nationale se disputera en août. Depuis deux semaines, les compétiteurs de la ville capitale se mettent au vert pour mieux rivaliser avec ceux des départements du Pool, de Pointe-Noire et de la Sangha qui sont attendus à la troisième édition du championnat national de triathlon dans quatre mois.

« Nous voulons que les athlètes soient au point. Il est donc important de réveiller leurs automatismes, de renforcer leurs capacités techniques et physiques », a expliqué le président de la Fédération congolaise de la discipline, Bertrand Mbioko.

En dehors de ce rendez-vous national qui pointe à l'horizon, il y a également le championnat

d'Afrique centrale (zone 4) en décembre, au Cameroun. Pour Bertrand Mbioko, les Diables

rouges de triathlon doivent être à la hauteur de la compétition sous-régionale. « S'agissant de

la nage libre, nous travaillons habituellement sur 1500m. Mais, pour cette préparation,

nous avons augmenté la distance. Les athlètes travaillent sur 2500m », a expliqué le président de la fédération.

En rappel, le triathlon est une discipline sportive constituée de trois épreuves d'endurance enchaînées : natation, cyclisme et course à pied. Pour la troisième édition du championnat national, les compétiteurs vont se mesurer en aquathlon (épreuve qui consiste à enchaîner un parcours de natation et un autre de course à pied sans arrêt du chronomètre) et au duathlon (la spécialité qui combine la course à pied suivie d'une épreuve de cyclisme puis d'une dernière manche de course à pied), a précisé Bertrand Mbioko.

Rominique Makaya



Le président de la Fédération congolaise de triathlon, Bertrand Mbioko/Adiac